

Les subsides

nous ne nous étions pas implantés jusqu'ici. Nous vendons du gaz dans le midwest, dans la région de Chicago et de Milwaukee où n'en avons jamais vendu auparavant. Nous nous implantons dans de nouvelles régions où nous livrons concurrence.

Le prix plus bas du pétrole est avantageux pour la population de la région centrale du Canada. Nous augmentons progressivement le volume de sorte que nous compensons en partie la baisse de prix par un volume accru. Nous savons où trouver du gaz. Il y en a beaucoup. Toutefois, nous avons été entravés. Nous avons les mains liées et un pistolet braqué sur nous. Finalement en 1985, nous avons libéré l'industrie pétrolière et lui avons donné toute la latitude voulue. Elle apprend à jouir de sa liberté. Les statistiques au sujet du forage et les prévisions effectuées par l'analyste réputé, John Loyd-Price, sont un autre indice que nous sommes sur la bonne voie et que nous nous débrouillons très bien.

M. Horner: Monsieur le Président, je voudrais faire une observation. Je sais que de nombreux députés de l'Alberta voudraient participer au débat et vous dire, monsieur le Président ainsi qu'aux Canadiens ce que les 21 députés qu'on qualifie de muets font pour l'Alberta.

J'ai cru qu'à titre de député de l'Ontario, il serait opportun que j'expose ici ce que font les députés albertains. Jeudi dernier, je faisais partie d'un groupe de députés ontariens et québécois qui ont fait une tournée de l'industrie pétrolière en Alberta. Nous nous sommes entretenus avec des gens à Bonnyville et à Fort McMurray. Nous étions les invités de ces députés qui font leur devoir. Nous nous sommes bien renseignés sur l'industrie pétrolière. J'avais subi un petit examen dérisoire avant de me rendre dans l'Ouest et n'avais répondu correctement qu'à 10 questions sur 20. Aujourd'hui cependant, je répondrais parfaitement aux 20 questions. Je peux vous dire dès maintenant, monsieur le Président, que les députés albertains travaillent au nom de leurs électeurs.

Lorsque je me suis entretenu avec des membres de la Chambre de commerce et du Board of Trade de Bonnyville, ils m'ont dit être satisfaits. Dans la ville de Fort McMurray, 35 000 personnes, jeunes hommes et jeunes femmes dont l'âge moyen est de 24 ans mettent leur confiance dans les députés qui font du bon travail pour eux et ils le savent.

Je puis dire aussi que grâce à la nouvelle technologie canadienne, le prix de revient d'un baril de brut de synthèse est descendu à 10,60 \$, je crois, et on nous dit qu'il peut encore baisser. Cela s'est fait sur l'initiative du secteur privé parce que les députés de l'Alberta ont rendu la chose possible. Je crois que nous devrions tous applaudir les 21 députés progressistes conservateurs. Je vous le dis, monsieur le Président, après les prochaines élections et la nouvelle carte électorale, il n'y aura plus 21, mais bien 26 députés conservateurs en Alberta.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, rien ne vaut l'optimisme à la Horner.

Je veux dire quelques mots de la diversification de l'économie de l'Ouest, mais je tiens tout d'abord à faire deux ou trois observations. Mon ami, le député de Mississauga, a signalé les «21 muets». Il parle évidemment des députés conservateurs de l'Alberta. Peut-être cela devrait-il être corrigé. Comme vous êtes au fauteuil, monsieur le Président, il vous est difficile de

vous prononcer. Le courageux député d'Edmonton—Strathcona (M. Kilgour) a déjà pris la parole. Il ne reste donc plus que 19 muets. On a entendu les députés conservateurs dire les uns après les autres que le grand problème en Alberta, c'était le PEN. Ils vivent dans le passé, comme toujours, le regard tourné en arrière. Je me demande s'ils vont faire cela encore bien longtemps. Je rappelle à la Chambre que je me suis prononcé moi aussi contre le PEN. Si l'on consultait le compte rendu, on verrait que notre parti s'est opposé au PEN. Je trouvais excessive la part d'impôt que prenait le gouvernement fédéral en appliquant du PEN, et j'ai voté contre ce programme. Le premier ministre de ma province, Allan Blakeney, a vertement critiqué la lourde imposition fédérale prévue dans le PEN. La mise au point s'impose.

Quant à savoir si la part de propriété publique était suffisante, je ne suis pas du même avis que mon ami, le député de Calgary-Nord (M. Gagnon). Il trouvait que l'intervention de l'État était trop grande. Je ne la trouvais pas assez grande. Nos positions s'expliquent: il est capitaliste, je suis socialiste. C'est la différence entre nous. J'aurais voulu une plus grande intervention de l'État dans l'industrie pétrolière.

Il aurait fallu créer Petro-Canada plus tôt. La société devrait avoir beaucoup plus d'envergure qu'elle n'en a aujourd'hui. C'est une tradition, chez nous en Saskatchewan. Sous Tommy Douglas, Woodrow Lloyd et Allan Blakeney, la Saskatchewan a été l'une des provinces les plus prospères du pays. Elle n'a jamais eu de déficit. La propriété publique dans l'uranium, le pétrole et la potasse est considérable dans notre province. Je signale avec fierté que la Saskatchewan a la plus grosse entreprise d'État de potasse du monde. Je suis fier que son siège social soit à Saskatoon. Je suis aussi fier que les gens de la Saskatchewan soient en faveur qu'une plus grande partie des industries de ressources appartiennent à l'État et aux entreprises mixtes. Ces ressources sont à nous, à la population du Canada, et non aux multinationales.

Je veux que Petro-Canada prenne de l'ampleur et de la force, et je lutterai ferme à cette fin. Je sais que les Canadiens m'appuient sur ce point. Je parle par expérience. Je me souviens de la brève période où le député de Yellowhead (M. Clark) était premier ministre. Il voulait se débarrasser de Petro-Canada et les Canadiens se sont rebellés.

Je respecte mon ami de Calgary. Il a le droit de dire qu'il n'aime pas Petro-Canada ou les entreprises publiques et ainsi de suite. Je dis seulement que ce n'est pas seulement quelques personnes qui veulent que Petro-Canada soit forte, c'est la majorité des Canadiens. Ce sentiment était si fort que ce premier ministre conservateur a perdu le pouvoir après neuf mois. Après les élections, l'opinion publique était si forte que le député de Yellowhead, qui est un de mes bons amis, et le parti conservateur ont changé leur politique au sujet de Petro-Canada et ils ont décidé qu'ils garderaient cette société d'État. Cela montre à quel point ce sentiment était fort au pays.

Quand nous parlons de propriété publique, je tiens à préciser que je lutterai jusqu'au bout avec l'appui de la majorité des Canadiens pour m'assurer que Petro-Canada soit forte. Je pense depuis le début qu'au lieu de nous fier à de petites compagnies pétrolières, nous aurions dû acquérir Imperial Oil pour faire de Petro-Canada la plus grande compagnie pétrolière du